



Syndicat National Unitaire des Assistants Sociaux de la Fonction Publique

Fédération Syndicale Unitaire

104 Rue Romain Rolland 93260 Les Lilas - Tél. 01 41 63 27 55 - Fax : 01 41 63 15 48
Mél : contact@snuasfp-fsu.org Site : <http://snuasfp-fsu.org>

Plan contre la pauvreté : Un plan pour que rien ne change

Ce jeudi 13 septembre, le président de la République a enfin annoncé après deux reports successifs son plan pauvreté avec la volonté affichée de faire la part belle aux interventions auprès de la jeunesse.

Un plan de communication savamment orchestré afin de donner l'illusion de se soucier véritablement de la pauvreté et de ses conséquences mais qui ne réussira pas à faire oublier la politique mise en œuvre depuis plus d'un an : loi travail précarisant les salariés en facilitant les licenciements, baisse des cotisations sociales, suppression des postes de fonctionnaires, suppression de l'ISF, cadeaux fiscaux aux plus riches, autant de décisions qui n'ont fait qu'amplifier la pauvreté dans notre pays. Les mesurettees annoncées ne sont pas à la hauteur et le SNUASFP FSU dénonce l'approche de responsabilisation individuelle qui a guidé l'élaboration de ce plan au détriment de la solidarité nationale inconditionnelle.

La pauvreté ne saurait être un sujet d'instrumentalisation pour laisser croire que la politique menée se soucie de ceux « qui ne sont rien » et qui n'ont rien. Les multiples attaques contre la fonction publique sont autant d'attaques contre ceux qui n'ont pour seule richesse que ce bien commun que sont les services publics.

Ce n'est pas en rencontrant quelques personnes désignées comme pauvres que le président peut se targuer d'avoir une expertise sur la question. Il convient aussi et surtout de prendre le temps d'écouter les professionnels qui agissent chaque jour au contact des personnes en situation précaire. La pauvreté n'est que la conséquence d'un système existant et il serait illusoire de ne vouloir traiter que les conséquences tout en amplifiant les causes par les politiques menées. Tout comme il est paradoxal de vouloir renforcer l'accompagnement des personnes sans annoncer la création de postes en nombre suffisant, il est savoureux de constater l'étonnement face aux délais d'attente pour obtenir un premier rendez-vous alors même que de nombreuses suppressions de postes sont annoncées.

8 milliards sur 4 ans, soit 2 milliards par an pour 9 millions de personnes, une goutte d'eau face aux 4,5 milliards offerts aux 350 000 millionnaires avec la suppression de l'ISF. Le ruissellement économique est probablement victime lui-aussi de la sécheresse liée aux changements climatiques !

Le SNUASFP FSU continuera de porter une vision exigeante du travail social, prenant appui sur la solidarité nationale et les services publics.

Les Lilas, le 13 Septembre 2018